

Laissés en plan

Dettes et Covid-19 en Équateur, au Kenya, au Pakistan, aux Philippines et en Zambie

Note d'analyse rédigée • Décembre 2020

L'Équateur

L'Équateur traverse une crise sanitaire et humanitaire en raison du Covid-19. Des images **d'hôpitaux surpeuplés, de cadavres gisant dans les rues et de fosses communes** dans le pays, ont été partagées dans le monde entier. Ce n'est là qu'un petit échantillon des problèmes auxquels l'Équateur est confronté dans le combat pour protéger les droits et la vie de ses citoyens.

Les conséquences sociales et sanitaires de la pandémie

L'Équateur, un pays de 17 millions d'habitants, a **signalé**, en novembre 2020, un total de 180 676 cas et 13 016 décès dus au Covid-19. Le chiffre officiel est susceptible de sous-estimer le véritable bilan de la pandémie dans le pays. Une comparaison des taux de mortalité entre 2019 et 2020 montre que la surmortalité a atteint 38 788 décès supplémentaires dans le contexte de la crise. Ce chiffre place l'Équateur en tête des pays par rapport au taux de décès par habitant, **le plus élevé** au monde.

L'impact tragique de la pandémie est le résultat direct d'une réponse lente et insuffisante d'un gouvernement accablé par l'austérité et la dette. Les autorités ont retardé la mise en place d'un confinement strict jusqu'à la mi-mars. Les mesures ont été annoncées près de **trois semaines** après le premier cas de Covid-19 signalé dans le pays. Le gouvernement a ensuite procédé à un assouplissement des mesures de confinement **dès le début du mois de mai**, malgré la flambée des cas et des décès dus à la pandémie. La réduction des restrictions ne s'est accompagnée d'aucun effort substantiel pour renforcer les capacités du **secteur de la santé** ou les filets de **sécurité sociale**.

Les conséquences économiques et sociales de cette approche ont été dévastatrices. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que l'économie diminuera de **11%** en 2020. Les sources formelles d'emploi sont en train d'être décimées. **Une entreprise sur trois** seulement devrait rester rentable après la pandémie. En conséquence, plus de **700 000** personnes ont perdu leur emploi, tandis que **1 440 983** de personnes supplémentaires ont été poussées vers le secteur informel. Tous les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté au cours des deux dernières décennies risquent **d'être annulés** par la pandémie. À l'avenir, au moins **un demi-million de personnes** auront besoin d'une aide sociale permanente.

Les femmes équatoriennes ont été touchées de manière disproportionnée par ces dynamiques. Les femmes du pays **font moins d'heures** pour un salaire inférieur et dans de pires conditions que leurs homologues masculins. La pandémie a aggravé cette situation. Une étude menée par les Nations Unies (ONU) en Équateur montre que **45%** des femmes ont perdu leur emploi. 76% d'entre elles ont vu leur charge de travail augmenter en raison des tâches de garde et du foyer, 56% des femmes étant seules responsables de l'éducation de leurs enfants. Les mesures de confinement ont également eu un impact négatif sur les violences basées sur le genre. Le nombre de cas a augmenté et on estime qu'un cas de violence basée sur le genre a lieu en moyenne **toutes les cinq minutes** au niveau national.

Une crise de la dette en plein cœur de la pandémie

Avant la pandémie, le pays était déjà aux prises avec une crise de la dette. La dette publique est passée de **30,9 à 68,9%** du produit intérieur brut (PIB) entre 2015 et 2020. En conséquence, le pays a alloué **29%** des recettes publiques pour faire face aux exigences de ses créanciers en 2019. Ce chiffre équivaut à 2,3 fois le budget de la santé publique du pays ou 1,9 fois son budget d'éducation.

Ces problèmes d'endettement croissants ont contraint le pays à demander une aide financière du FMI en mars 2019. Le programme du FMI a accordé au pays un prêt de 4,2 milliards de dollars américains sur la base d'une conditionnalité stricte et d'objectifs budgétaires contraignants. Des **manifestations massives** ont obligé le gouvernement et le FMI à retirer leurs intentions initiales de réduire les subventions à l'essence. Cependant, les mesures d'austérité et les réformes structurelles prévues ont été mises en œuvre pendant l'état d'urgence, ce qui a limité la mobilité pendant plus de sept mois. Dans le cadre de ce programme, le pays devait mettre en œuvre des réductions de dépenses de **5% du PIB** entre 2019 et 2022. Les mesures d'austérité incluses dans le programme ont systématiquement affaibli son secteur de la santé publique. Le budget de la santé publique est passé de **353 à 110 millions** de dollars américains entre 2017 et 2019. Les coupes ont conduit à un licenciement du personnel de santé et à une baisse de la disponibilité des fournitures médicales, ce qui a laissé le pays terriblement mal préparé face à la pandémie.

Alors que la pandémie frappait le pays, le programme initial du FMI a dû être **abandonné** en raison des protestations sociales, des écarts de données et du non-respect des objectifs. De plus, l'Équateur a demandé un report de six mois des paiements d'intérêts de ses créanciers privés en avril 2020. Cela a finalement conduit à un processus de restructuration de la dette, qui s'est achevé le 1er septembre 2020. L'Équateur a échangé des obligations d'une valeur de **17,4 milliards de dollars américains** avec une participation de 98,5% des obligataires. Le FMI a explicitement approuvé le résultat des négociations avec un nouveau programme qui fournit au pays **6,5 milliards de dollars américains** de financement supplémentaire.

Le succès du programme de restructuration de la dette et du FMI repose sur la capacité du pays à appliquer des **mesures d'austérité** représentant **5,8%** du PIB au cours des trois prochaines années. Ce chiffre représente **huit fois** les ressources que le pays a pu mobiliser pour protéger la vie de ses citoyens en 2020. On peut se demander si l'Équateur sera capable et disposé à subir des coupes de cette ampleur alors que les tensions sociales et politiques augmentent dans le pays. La possibilité d'un nouveau défaut de paiement à moyen terme n'est pas négligeable.

Un appel à l'aide à la communauté internationale de la société civile équatorienne

Depuis le début de la pandémie, la société civile est restée active, exigeant une réponse ferme des autorités équatoriennes pour protéger ses citoyens de la double menace de l'austérité et de la pandémie. Plus tôt cette année, le Centro de Derechos Económicos y Sociales (Centre des droits économiques et sociaux – CDES) a lancé une campagne demandant que les mesures d'austérité dans le domaine de la santé publique soient annulées. Au CDES (Centre des droits économiques et sociaux), nous avons demandé l'allocation de ressources pour contenir les risques de la pandémie, notamment la formulation de politiques de protection des revenus du travail et des mesures de protection spéciales pour les groupes vulnérables.

De plus, le CDES a accueilli favorablement les recommandations d'agences telles que la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et les rapports du Haut-Commissaire des Nations Unies sur la dette extérieure. Le CDES a demandé que la gestion de la dette extérieure par le gouvernement national ne sacrifie pas les ressources qui devraient être allouées pour contenir la pandémie. Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation, la suspension des paiements de la dette extérieure devrait être envisagée. Cette ligne d'action comprenait le dépôt d'un recours constitutionnel auprès de la Cour constitutionnelle équatorienne, en collaboration avec d'autres acteurs de la société civile.

Cependant, nous ne pouvons pas y arriver seuls. Comme c'est le cas dans d'autres pays du monde, comme le **Kenya** et les **Philippines**, le peuple équatorien a besoin de solidarité internationale pour faire face à l'impact de la crise sociale, sanitaire et économique que nous traversons. Des mesures telles que **l'ISDD du G20** et le « **Cadre commun** » laissent des pays comme l'Équateur dans le pétrin. Plus que tout, nous avons besoin que nos voix soient entendues dans les forums internationaux et que nos besoins soient reconnus dans la conception des réponses politiques à la crise. Ce n'est que par des solutions multilatérales, comme la mise en œuvre d'un mécanisme de renégociation de la dette sous les auspices de l'ONU, que nous pourrions espérer éviter une nouvelle décennie perdue.

Ce blog a été rédigé par Pablo José Iturralde, le directeur du Centre des droits économiques et sociaux (CDES). Ce blog a été co-écrit en collaboration avec Eurodad.

Kenya

L'impact sanitaire de la pandémie au Kenya a été modéré. Malgré une augmentation du nombre de nouveaux cas au cours du mois dernier, la situation y est modérée, en comparaison à celle d'autres pays de la région. Le pays a signalé un total de **49 997 cas et 920 décès**. Cela représente une petite fraction des **1,7 million de cas et des 41 000 décès** signalés pour l'Afrique dans son ensemble depuis le début de la pandémie. Un facteur qui contribue à expliquer cette évolution est l'imposition de mesures de **confinement strict** entre mars et juin de cette année. L'augmentation des cas déclarés de Covid-19 observée depuis coïncide avec l'assouplissement de ces mesures.

L'impact des mesures de confinement sur les conditions de vie de la population

Les mesures de confinement ont eu des effets négatifs sur les droits de la population. La **Commission kenyane des droits humains** a recensé 10 cas de perte de vie humaine et 87 cas variés de traitements inhumains et dégradants par des agents des forces de l'ordre. Du point de vue du genre, **23,6%** des kenyans ont vu ou entendu des cas de violence domestique depuis l'introduction des mesures de confinement. Ces mesures ont également conduit à la fermeture d'écoles, empêchant **15,2 millions d'élèves** du pays de suivre leurs cours. Cela aura des **effets négatifs à long terme** sur leur développement personnel.

Pour l'économie, la crise a été désastreuse. Près de **70 000 emplois** ont été perdus cette année. Pour un pays où les activités informelles représentent **83%** de l'emploi, cela aura forcément des effets négatifs importants sur les moyens de subsistance. De plus, la faiblesse des filets de sécurité a rendu impossible aux familles vulnérables d'accéder à des programmes gouvernementaux spéciaux. Les efforts ont été entravés par l'absence d'un système d'adresse physique adéquat et par la faiblesse des systèmes de protection sociale. Il est primordial d'intensifier les programmes d'assistance sociale afin de garantir aux ménages pauvres des zones rurales – où les taux de pauvreté sont supérieurs à 70% – de subvenir aux besoins de base tels que la nourriture, l'eau et le logement.

Financer une réponse au Covid-19

La capacité du gouvernement kenyan à protéger sa population est entravée par les contraintes budgétaires. Le pays a mis en œuvre un plan de réponse au Covid-19 d'une valeur de **0,8%** du produit intérieur brut (PIB) en 2020. Cependant, ces ressources ne représentaient pas de dépenses supplémentaires. Compte tenu de la réduction substantielle des recettes publiques de plus de **1,4% du PIB** en 2020, le gouvernement a été contraint de procéder à des réductions de dépenses compensatoires ailleurs. Si l'on exclut la réponse d'urgence au Covid-19, les dépenses publiques ont baissé de **1% du PIB**. Vus ensemble, ces chiffres montrent que la capacité globale du gouvernement, mesurée par les dépenses publiques, a en fait diminué pendant la pandémie.

Cette dynamique met en évidence le caractère insuffisant du soutien multilatéral apporté pendant la pandémie. Au total, le Kenya a reçu 788 millions de dollars américains en prêts du **Fonds monétaire international** (FMI) et de la **Banque mondiale**. De plus, le 3 novembre, il a été annoncé que le Kenya recherchait un **deuxième prêt** auprès du FMI. Jusqu'à présent, le pays a **refusé** de participer à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20, car préoccupé par son impact sur l'accès aux marchés financiers internationaux. C'est une décision déconcertante dans la mesure où la dette publique représente environ un tiers de la dette extérieure publique totale du pays. Le Kenya **paie un taux d'intérêt compris entre 6,9 et 8,3%** sur ses euro-obligations. Une dégradation du risque de crédit pourrait potentiellement augmenter ces taux et rendre impossible le refinancement de ses dettes dans un proche avenir.

Pour l'avenir, la **stratégie économique** du gouvernement repose sur les attentes de nouveaux financements extérieurs et d'un plan de consolidation substantiel. Si l'un de ces éléments ne se concrétisait pas, le pays se trouverait dans une situation extrêmement précaire.

La dette publique du Kenya devrait atteindre **69,8% du PIB** d'ici 2023, une augmentation de plus de 10 points de pourcentage par rapport aux niveaux d'avant la crise. Le service de la dette publique devrait passer de **9,8 à 12,9%** du PIB entre 2019 et 2023. Sans accès à un soutien supplémentaire sous forme de financement concessionnel et d'allègement de la dette, le pays aura du mal à faire face aux demandes des créanciers dans les années à venir. Cela devient clair dans le contexte du plan de consolidation décrit dans le **document de programme du FMI**. L'évaluation de la viabilité de la dette du FMI pour le pays établit la « nécessité d'une consolidation budgétaire soutenue...à moyen terme ». Concrètement, le Kenya devrait réduire ses dépenses publiques de **22,4 à 19,2%** du PIB entre 2019 et 2023. Une réduction des dépenses publiques à des niveaux inférieurs aux niveaux d'avant la crise créera des tensions sociales et économiques massives dans le pays.

L'assainissement budgétaire laisserait le pays mal préparé à faire face aux effets du changement climatique. **Le Kenya fait face à des événements climatiques extrêmes**. Plus récemment, le pays a connu une **invasion massive de criquets**, que les scientifiques ont liée au changement climatique. L'urgence climatique a déjà eu un **impact dévastateur** sur les moyens de subsistance des communautés et continuera à l'avoir. Un gouvernement ayant des ressources diminuées pour faire face aux conséquences du changement climatique et aux engagements de développement plus larges dans le cadre de l'Agenda 2030, est synonyme de catastrophe humanitaire.

Même si un programme d'ajustement et d'endettement pouvait être réalisé, il n'est manifestement pas souhaitable. La satisfaction des droits humains fondamentaux de la population kenyane ne peut passer derrière les intérêts des créanciers. Compte tenu du degré élevé de risques d'endettement auxquels le pays est confronté, il est clair qu'il est un candidat de choix pour l'allègement de la dette. Un programme ambitieux d'allègement de la dette réduirait le fardeau financier du pays, lui permettant d'augmenter ses investissements dans son propre développement. Malheureusement, le G20 est sur le point de lancer une autre **initiative décevante et insuffisante** pour remédier aux vulnérabilités de la dette dans les pays en développement. Les difficultés auxquelles la population kenyane devra faire face au cours des prochaines années sont le résultat direct de l'incapacité du G20 à relever un défi majeur de notre époque.

Ce blog a été rédigé par Robert Ssuuna, responsable des politiques de l'architecture fiscale et financière internationale chez Tax Justice Network Africa (TJNA). Ce blog a été co-écrit en collaboration avec Eurodad.

Pakistan

Les indicateurs d'une grave crise de la dette étaient déjà présents au Pakistan bien avant que la crise du Covid-19 n'éclate. La pandémie a simplement servi de détonateur à une crise structurelle. Après des années d'offensive néolibérale, le fardeau de la dette du Pakistan a grimpé en flèche. Bien que le Fonds monétaire international (FMI) classe le Pakistan comme un pays à faible risque de surendettement, la réalité est que le pays se trouve déjà dans une situation de surendettement, **selon le portail de données sur la dette de la campagne Jubilee Debt**.

L'initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD), annoncée en avril, est un geste positif mais ne peut guère être considérée comme un pas en avant. L'ISSD représente simplement un report de paiement à court terme au lieu de l'annulation effective des titres de créance. De plus, l'ISSD n'envisage que l'implication contraignante des dettes officielles bilatérales. La participation du secteur privé et des organisations multilatérales est restée volontaire. Dans le cas du Pakistan, cela signifie qu'une grande partie de la dette extérieure due par le pays est en réalité exclue.

Pour le Pakistan, l'ISSD du G20 prévoit une suspension temporaire de la dette pendant huit mois, mettant en jeu jusqu'à 1,8 milliard de dollars de remboursements de dette reportés. Cela reste juste une goutte dans l'océan. Dans ces moments difficiles, rien n'est plus draconien que de forcer un pays à contracter de nouveaux prêts pour financer la réponse d'urgence au Covid-19. Le Pakistan a été contraint de le faire dans des proportions importantes. Le FMI a accordé au pays un prêt de **1,4 milliard de dollars EU** au titre de l'instrument de financement rapide. De plus, un consortium d'institutions multilatérales, composé de la **Banque mondiale (BM), de la Banque asiatique de développement (BAD) et de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII)**, a signé des accords pour accorder au pays des prêts pouvant atteindre 1,75 milliard de dollars EU.

Comportement d'intimidation des IFI

Face à ces défis, le **Pakistan** a adopté une position très claire sur la nécessité d'alléger la dette des pays pauvres. En conséquence, il a été confronté à la pression des institutions financières internationales (IFI) et des agences de notation de crédit (ANC). Les agences de notation ont menacé le Pakistan de déclasser la note de son risque de crédit pour régler la question de la justice en matière de dette. Les problèmes d'endettement du pays sont également devenus un problème de géopolitique mondiale. Dans une position contradictoire, les États-Unis se sont simultanément opposés à l'appel du Pakistan pour un allègement global de la dette aux Nations Unies (ONU), tout en exigeant que la Chine annule les prêts bilatéraux accordés au pays, prêts considérés comme insoutenables et injustes.

Dans ce contexte, le Pakistan devrait avoir besoin de 27,8 milliards de dollars EU pour faire face aux paiements du service de la dette extérieure entre septembre 2020 et juin 2023. Ce chiffre comprend les paiements de 19,4 milliards de dollars EU au FMI, à la BM, à la BAD et à la Chine (prêts CECP). La dette extérieure du pays s'élève à 111 milliards de dollars EU, dont 48,4% sont dus à des créanciers officiels bilatéraux, 38,1% à des créanciers multilatéraux et respectivement 9,4% et 4,1% à des créanciers non officiels et privés.

Les classes ouvrières ont été contraintes de supporter les effets de cet endettement croissant à travers la fiscalité indirecte. L'économie du Pakistan est actuellement en soins intensifs. Cependant, les IFI et les agences de notation présentent une image optimiste sous couvert d'interprétations intéressées de la viabilité de la dette. Comment un pays comme le Pakistan peut-il – avec une croissance négative du produit intérieur brut (PIB) (pour la première fois en 70 ans), 45% de la population vivant sous le seuil de pauvreté, un taux d'inflation de 12% et un ratio dette / PIB supérieur à 80% – avoir la capacité de rembourser plus d'un milliard de dollars EU par mois ?

L'économie pakistanaise se dirige vers une crise

Le Pakistan est tombé dans un piège de la dette parfait. Son économie fonctionne uniquement sur la dette. De toute évidence, cela ne sera pas viable longtemps. Rapidement, le Pakistan se retrouvera face à l'inévitable : le défaut de paiement. Sans un allègement urgent et significatif de la dette de tous les créanciers, couplé à des actions locales telles qu'un audit de la dette publique et une réduction massive des dépenses non liées au développement, il sera difficile pour le Pakistan d'éviter un défaut de paiement.

À l'avenir, tous les créanciers mondiaux doivent cesser de traîner les pieds et s'orienter vers une annulation et un allègement urgents et complets de la dette du Pakistan et de tous les autres pays en développement qui en ont besoin. Le soutien doit être exempt du type de harcèlement institutionnel qui a caractérisé « l'aide » dans le passé, notamment le recours généralisé aux conditionnalités politiques, au chantage et au dépouillement des avoirs. Une solution globale doit inclure au moins trois composantes de base :

1. **Les nouveaux prêts, même pour répondre à la crise du Covid-19, doivent être arrêtés.** Tous les paiements du service de la dette extérieure pour les dettes bilatérales, multilatérales et privées du Pakistan, doivent être suspendus au moins jusqu'en juin 2023.
2. **Un allègement global de la dette souveraine doit suivre la phase initiale de suspension de la dette.** L'allègement de la dette doit suivre la structure de l'aide offerte par la communauté mondiale à l'Allemagne en 1953.

3. **Les audits indépendants de la dette doivent être considérés comme faisant partie intégrante d'un allègement global de la dette souveraine.** Les audits devraient avoir lieu au niveau national et devraient être responsables de l'évaluation de la légalité de tous les prêts antérieurs. Les résultats des audits de la dette informeraient alors le processus d'annulation des dettes illégitimes et odieuses.

Les efforts coordonnés des OSC du monde entier sont nécessaires pour garantir que ces mesures sont adoptées et que des pays comme le Pakistan ne sont pas laissés seuls face à l'impact de la crise.

Ce blog a été rédigé par Abdul Khaliq est le directeur exécutif de [ISEJ Pakistan](#), membre du [Réseau CADTM](#). Ce blog a été écrit en collaboration avec Eurodad.

Les Philippines

Les Philippines sont dans une position vulnérable depuis le début de la pandémie de Covid-19. Cette vulnérabilité peut s'expliquer par quatre facteurs : premièrement, les liens sociaux et économiques étroits et la proximité géographique entre la Chine et les Philippines. Deuxièmement, le flux constant de migration des travailleurs contractuels philippins vers l'extérieur et, avec la migration cyclique, une population de plus en plus mobile. Troisièmement, un système de santé public faible, héritage de décennies de financement inadéquat en raison de la priorisation du service de la dette. Et enfin, des inégalités sociales et économiques importantes. En raison de ces conditions préexistantes, la crise a été durement ressentie par la population du pays.

En février, les Philippines ont connu le **premier décès attribué au Covid-19** en dehors de la Chine. Depuis lors, le pays a signalé plus de 304 266 cas positifs et un total de **5 344** décès dus au Covid-19. En réponse à la pandémie, le gouvernement a appliqué des mesures de confinement à partir du **16 mars**. Les Philippines ont vécu **l'un des confinements les plus longs et les plus stricts** de la région. Cependant, de profondes inégalités, un manque de filets de sécurité adéquats et un système de santé sous pression, ont affecté la capacité de ces mesures à contenir la propagation de la pandémie. Le 31 juillet, 80 groupes représentant 80 000 médecins et un million d'infirmières ont déclaré que le pays **perdait son combat contre le Covid-19**. Ils ont mis en garde contre l'effondrement potentiel du système de santé si des mesures plus strictes et des stratégies recalibrées n'étaient pas mises en place par le gouvernement.

Entre-temps, la population du pays a dû faire face aux conséquences économiques. Avant la pandémie, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait une croissance de l'économie de **6,3% en 2020**. Depuis lors, le Fonds a réduit ses provisions et l'économie devrait maintenant reculer de 3,6% en 2020. En raison de cette forte baisse, des millions de personnes ont perdu leurs moyens de subsistance. On estime que 7,3 millions de personnes ont perdu temporairement ou définitivement leur emploi. Le Ministère du travail et de l'emploi (DOLE) estime qu'environ **10 millions de travailleurs** pourraient perdre leur emploi cette année. La faim et la pauvreté augmentent et le nombre de familles qui souffrent de la faim est passé de 2,1 millions en décembre 2019 à **4,2 millions en mai 2020**. Le gouvernement estime que sans aucune mesure de soutien, **5,5 millions** de personnes supplémentaires vivront dans la pauvreté.

De plus, la pandémie a également eu des conséquences évidentes pour l'égalité des genres. Ces conséquences sont en grande partie définies par la discrimination préexistante multiple et croisée à laquelle sont confrontées les femmes aux Philippines. Elles sont surreprésentées dans l'économie informelle et dans le travail de soins rémunéré et non rémunéré, et sous-représentées dans l'emploi formel, notamment dans les structures et processus décisionnels dans les sphères domestique et publique, ainsi que dans l'accession à la propriété foncière et à d'autres biens. Outre les inégalités économiques, les femmes y sont également très vulnérables à la violence domestique. Depuis le début du confinement en mars et jusqu'à la mi-juin, plus de **4 200 cas de violence** contre les femmes et les enfants ont été signalés par la Police nationale philippine (PNP).

Le gouvernement des Philippines a mis en place une stratégie basée sur quatre piliers pour faire face à l'impact de la pandémie. Le pilier 1 consiste en une aide d'urgence aux groupes et aux individus vulnérables représentant 11% du PIB. Le pilier 1 est en partie financé par un don de la Banque asiatique de développement (BAD) pour des approvisionnements d'urgence rapides. Les fonds du pilier 2 ont élargi les services médicaux pour lutter contre le Covid-19 avec un budget s'élevant à 0,3% du PIB et ont reçu un financement de la Banque mondiale. Le pilier 3 est composé de programmes de financement des petites entreprises pour un montant équivalent à 0,6% du PIB. Enfin, le pilier 4 offre une protection sociale aux travailleurs vulnérables, notamment les travailleurs philippins déplacés et à l'étranger, représentant en tout 0,3 pour cent du PIB. Au total, le gouvernement a mobilisé des ressources pour un montant équivalent à 3,1% du PIB (12,2 milliards de dollars américains).

En plus d'être insuffisant pour contenir l'impact socio-économique de la crise sur la population, l'ensemble des réponses au Covid-19 a également provoqué une augmentation sans précédent de la dette. La dette publique devrait passer de **34,1 à 48%** du PIB entre 2019 et 2020. Avant le début de la pandémie, les créanciers extérieurs détenaient des créances sur le secteur public équivalentes à 13,9% du PIB. Leur participation à la composition globale de la dette diminuera probablement encore, car la plupart des financements en 2020 proviennent de sources nationales. À court terme, cela a aidé le pays à éviter de demander un financement d'urgence au FMI. La part importante de la dette intérieure a permis au gouvernement de financer ses opérations sans soutien extérieur. Les actions du gouvernement ont été soutenues par la banque centrale du pays, qui a réduit ses taux d'intérêt quatre fois en 2020.

Cependant, le manque de soutien de la communauté internationale pour des pays comme les Philippines a des coûts considérables. En tant que pays à revenu intermédiaire, les Philippines sont exclues de la participation à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20. Avant la crise, le pays avait un besoin annuel de service de la dette égal à 6,6% du PIB. Ce chiffre est sur le point d'augmenter substantiellement en raison de la pandémie. Sans mesures pour faire face au poids de la dette et peu d'options pour augmenter les revenus, le seul choix qui reste est de mettre en œuvre des mesures d'austérité sévères. Le gouvernement a déjà élaboré des plans d'assainissement budgétaire significatifs à partir de 2021, ce qui est susceptible d'augmenter les épreuves que connaît la population.

Il est impératif que des pays comme les Philippines ne soient pas laissés seuls face aux difficultés. Les prêteurs doivent reconnaître le caractère illégitime d'une grande partie des dettes contractées par les pays en développement. De plus, nous devons reconnaître l'existence de dettes historiques, sociales et écologiques liées à l'héritage de l'exploitation coloniale et postcoloniale des pays du Sud. Ce n'est que lorsque ces dettes auront été reconnues et annulées que les pays en développement auront une chance de se rétablir.

Ce blog a été rédigé par Asian Peoples' Movement on Debt and Development (APMDD). Ce blog a été co-écrit en collaboration avec Eurodad.

Zambie

La pandémie de Covid-19 a eu des effets sanitaires, sociaux et économiques importants en Zambie. Au 15 septembre, le pays avait signalé un total de 13 819 cas et 324 décès liés au Covid-19. Jusqu'à présent, le gouvernement a évité l'adoption de politiques draconiennes pour contenir la pandémie.

La réponse officielle a été basée sur une combinaison de mesures de confinement partiel visant principalement à réduire les rassemblements dans les espaces publics.

La pandémie a eu un impact dévastateur sur les conditions de vie de la population. Avant la crise, **58% de la population** vivait en dessous du seuil de pauvreté (c'est-à-dire avec un revenu inférieur à 1,90 dollar américain par jour). On s'attend à ce que ce chiffre augmente étant donné que la crise pèse lourdement sur les emplois. Le secteur informel représente **68% de l'emploi** dans le pays. Avec l'émergence de la pandémie, la plupart des entreprises ont connu de graves perturbations en raison de la réduction du nombre d'interactions de personne à personne qui caractérisent le secteur informel. L'impact est particulièrement grave pour les **petits agriculteurs** des zones rurales. Dans ces régions, jusqu'à **77% de la population** vit dans la pauvreté.

Ces dynamiques touchent les femmes de manière disproportionnée. En 2019 moins **d'une femme en âge de travailler sur quatre** avait un emploi en Zambie. Le secteur informel représente 76% de l'emploi total des femmes. Dans ce contexte, la crise du Covid-19 a eu un double impact sur les femmes du pays. D'une part, les pertes d'emplois dans le secteur informel devraient entraîner une augmentation du chômage des femmes, et d'autre part, le fardeau qui pèse sur les soignants y incombe en grande partie aux femmes. En raison de la répartition inégale des soins informels entre les hommes et les femmes au sein du ménage, les femmes verront probablement leurs opportunités professionnelles et personnelles être encore plus limitées au lendemain de la pandémie.

À cet égard, les perspectives d'une forte reprise sont préoccupantes. Un problème central est le lourd fardeau de la dette du pays. La dette publique de la Zambie a considérablement augmenté ces dernières années. En 2018, elle a atteint **18,3 milliards de dollars américains**, ce qui équivaut à 78,1% du produit intérieur brut (PIB). D'après ce chiffre, 11,2 milliards de dollars américains correspondent à la dette publique extérieure. Près de la moitié de ce chiffre (5,1 milliards US\$) sont des obligations et des prêts de créanciers privés. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le pays présentait déjà un risque élevé de surendettement avant l'impact de la pandémie de Covid-19. La crise actuelle rend le problème sous-jacent plus complexe à résoudre puisque les finances publiques se détériorent et que le niveau de la dette continue d'augmenter. C'est une source de préoccupation majeure pour la population et la société civile.

Les dépenses au titre du service de la dette et des salaires ont augmenté au détriment des investissements dans des secteurs économiques clés tels que la santé, l'agriculture et l'exploitation minière, pour n'en citer que quelques-uns. Avant le déclenchement de la pandémie, le pays connaissait un sous-investissement systémique, en particulier dans son secteur de la santé. Bien que partie prenante de la Déclaration d'Abuja de 2001, qui engageait les États membres de l'Union africaine à allouer au moins 15% de leur budget au secteur de la santé, le pays n'a pas encore honoré son engagement. Au cours des cinq dernières années, les dépenses publiques de santé ont représenté en moyenne 9,1% du budget du gouvernement. Dans l'intervalle, au cours de cette même période, le service de la dette a représenté à lui seul **70,3%** des recettes publiques. Ce ratio est nettement supérieur au seuil de risque du FMI, qui recommande un rapport entre le service de la dette et les recettes ne dépassant pas 15%. La pression du fardeau de la dette sur les finances publiques devrait encore s'intensifier. La monnaie nationale (Kwacha) s'est dépréciée de plus de **24%** au premier trimestre de 2020. Cela a augmenté les coûts de remboursement de la dette extérieure, ce qui a gravement affecté le stock de réserves internationales du pays. La Banque mondiale estime que l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD) permettrait à la Zambie de suspendre les paiements du service de la dette d'un montant total de **139,2 millions de dollars américains**. Ce chiffre équivaut à 0,6% du PIB et 1,2% du stock total de la dette extérieure de la Zambie. L'impact marginal de l'ISSD sur les prérequis du service de la dette s'explique par la structure du financement du pays. La majorité des emprunts du secteur public provient de sources multilatérales et privées. Ces créanciers représentent 73,3% de la dette publique extérieure. Ce groupe n'est tenu de participer que sur une base volontaire et n'a jusqu'à présent pris aucune mesure pour accorder un allègement supplémentaire de la dette au pays.

L'incapacité de l'ISSD à mobiliser les créanciers privés se reflète dans les mesures prises par le gouvernement pour faire face au fardeau de sa dette. Un important versement du principal de **750 millions de US\$** aux détenteurs d'obligations privées, se profile à l'horizon en 2022. En mai, le gouvernement a engagé la société d'investissement Lazard, spécialisée dans la dette souveraine, pour conseiller le pays sur un éventuel processus de restructuration. Le 22 septembre, le gouvernement a officiellement contacté les obligataires privés pour demander une **suspension de paiement** pendant 6 mois. Cela montre que la demande ne s'inscrit pas dans **le cadre de l'ISSD**, et indique que même dans les cas où les pays exigent la participation des créanciers privés, **l'ISSD est insuffisante**. S'il est difficile de savoir si les créanciers privés accepteront la demande de suspension, cela devrait être la première étape d'un processus de restructuration plus large.

Dans ce contexte, les organisations de la société civile ont joué un rôle actif en exigeant une réponse publique qui minimise l'impact négatif de la pandémie. La société civile de la région a **plaidé** pour des **mesures** visant à lutter contre le fardeau croissant de la dette du pays. À cet égard, il est de plus en plus clair qu'une suspension de la dette ne suffira pas à résoudre les problèmes urgents auxquels la Zambie est confrontée. Un appui impératif de la communauté internationale est nécessaire pour répondre simultanément aux besoins de relèvement et de financement du développement du pays, et pour faire face au poids de la dette de la Zambie. L'allègement de la dette avec la participation des créanciers privés est désormais primordiale pour garantir que le pays puisse renforcer sa réponse au Covid-19 et soutenir une reprise durable.

Ce blog a été rédigé par AFRODAD – Réseau africain sur la dette et le développement et le Centre Jésuite de Réflexion Théologique (JCTR). Ce blog a été co-écrit en collaboration avec Eurodad.

Contact

Eurodad
Rue d'Edimbourg 18-26
1050 Brussels Belgium
+32 (0) 2 894 4640
assistant@eurodad.org
www.eurodad.org

Cette note de synthèse a été réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne et de Bread for the World. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'Eurodad et des auteurs de ce rapport, et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant les vues des bailleurs de fonds..



Brot
für die Welt